



Mécanisme de financement mondial (GFF)
Atelier de la société civile
3-4 novembre 2018 | Oslo, Norvège

Rapport de synthèse de l'atelier

Résumé

Les 3 et 4 novembre 2018, le Groupe de coordination de la société civile pour le GFF (CSCG) a organisé un atelier de deux jours à Oslo, en Norvège, afin de rassembler les organisations de la société civile (OSC) travaillant sur le GFF au niveau mondial et national. Cet atelier s'inspirait des 3 ateliers annuels précédents de la Société Civile (SC), tenus en prévision des réunions du Groupe des Investisseurs du GFF se tenant en automne ; cet atelier a par ailleurs été l'occasion d'un forum d'échange essentiel pour que la CS partage l'expérience des pays du GFF et au niveau mondial. L'atelier de la CS a également donné l'opportunité de créer des contacts et de se conformer à la conférence pour la mobilisation des ressources nationales du 5 novembre, et pour l'événement de réapprovisionnement du GFF le 6 novembre à Oslo. L'ordre du jour et la liste des participants figurent aux annexes 1 et 2. Les objectifs de l'atelier sont décrits ci-dessous.

Objectifs de l'atelier de la Société Civile du GFF

- 1) Evaluer les progrès accomplis en matière de participation de la société civile au GFF à ce jour ; et dégager des enseignements relatifs à l'optimisation des contributions de la société civile à la réalisation des objectifs du GFF et des dossiers d'investissement au niveau des pays
- 2) Exploiter les enseignements tirés pour permettre à la société civile engagée dans le GFF de se conformer aux priorités communes pour le prochain événement de mobilisation des ressources nationales, le nouvel événement de réapprovisionnement du GFF en ressources, et au-delà
- 3) Passer en revue les progrès du Groupe de coordination de la Société Civile et de ses membres, et définir des priorités et des objectifs communs pour 2019

La majeure partie de l'atelier était axée sur la participation et l'action de la société civile dans le cadre du GFF au niveau national, et des liens précis avec l'appui, la coordination, le plaidoyer et les efforts de mobilisation des ressources des pays donateurs, au niveau mondial.

Dans l'ensemble, des progrès notables ont été accomplis dans l'amélioration de la participation de la Société Civile (SC) au processus du GFF, au niveau mondial et national, au cours de ces dernières années. Cependant, une mobilisation, une coordination et une communication efficaces continuent de poser problème, en particulier à mesure que le nombre de pays du GFF augmente. Dans un certain nombre de pays membres du GFF, la SC commence à aller au-delà du seul accent porté au processus et à la participation, au profit d'une action coordonnée, d'une reddition des comptes, et d'une contribution aux résultats. La SC devrait mieux documenter les grandes leçons à tirer, les principaux défis et résultats, afin que de nouveaux pays puissent tirer des enseignements des meilleures pratiques ; et afin que les

gouvernements, les donateurs et les autres parties prenantes du GFF comprennent par quels moyens spécifiques la SC contribue au GFF. L'engagement des jeunes est un domaine dans lequel des efforts concertés sont nécessaires pour tirer pleinement parti de l'expertise et des liens avec les communautés dont le GFF a besoin pour réussir. Le rôle de la société civile dans la mobilisation des ressources et la reddition des comptes au niveau des pays, a également été souligné comme rôle-clé qui améliorera le processus et les résultats du GFF. De nouveaux mécanismes de financement et de soutien des capacités pour la SC dans les pays du GFF ont été annoncés. Ceux-ci permettront d'améliorer les activités de coordination, d'harmonisation, de renforcement des capacités, de plaidoyer et de reddition des comptes, en appui au GFF et aux objectifs nationaux.

Principaux thèmes et leçons apprises

L'atelier du GFF sur les Organisations de la Société Civile a couvert un large éventail de sujets à travers des exposés, des tables rondes, des discussions en séance plénière et des travaux de groupe. Vous trouverez ci-dessous un résumé des principaux thèmes et enseignements tirés de l'atelier.

1. Action coordonnée, partage de l'information et transparence

La coordination et le partage d'informations sur le GFF et entre les parties prenantes du GFF continuent d'être un défi persistant au sein des pays, entre les pays et entre les niveaux mondial et national. Les causes profondes de ces défis ont de multiples facettes, et peuvent être liées aux contraintes en matière de capacités et de ressources, à la concurrence entre partenaires de la société civile et à la transparence de l'information. Pour la société civile en particulier, ***l'harmonisation et la communication sont essentielles pour défendre efficacement les priorités clés dans les dossiers d'investissement et les stratégies de financement de la santé, et pour soutenir la mise en œuvre et la reddition des comptes du GFF.*** Le renforcement des canaux de communication et de partage d'informations sera également important à mesure que le nombre de pays du GFF augmentera.

Au sein de la société civile

La coordination des efforts de la SC et la disponibilité des informations concernant les activités et les outils du GFF et des OSC se sont considérablement améliorées. Et ceci grâce à de plus nombreuses notes succinctes sur le plaidoyer, de plus nombreux outils, études de cas, lettres d'information et mises à jour, disponibles sur le site Web du GFF, le groupe Google et le Google Drive de la coordination de la société civile, de webinaires réguliers et de fortes coalitions d'OSC ou groupes de travail d'OSC dans certains pays du GFF. Le nombre de documents et de ressources disponibles en français s'est également amélioré. Cependant, il reste encore beaucoup à faire pour que ces informations atteignent un large public, qu'elles soient accessibles et utilisées ; et qu'un large éventail de partenaires de la société civile puissent harmoniser leurs activités liées au GFF dans les domaines du plaidoyer, de la reddition des comptes, du processus d'expression de la demande et autres. Les connaissances de base à propos du GFF continuent d'être limitées à un nombre relativement restreint d'acteurs de la SC, ce qui limite considérablement la capacité de la SC à tirer parti de son expertise diversifiée pour soutenir le GFF et les objectifs nationaux. Les domaines prioritaires d'amélioration comprennent :

- **Renforcer les capacités des points focaux de la SC dans les pays du GFF:** les points focaux de la SC dans les pays du GFF nécessitent un renforcement des capacités et des ressources pour soutenir le partage efficace de l'information, ainsi qu'une coordination et une mobilisation de divers groupes de la SC, et notamment : les groupes de jeunes, les OSC locales, les associations

de professionnels de la santé et les OSC de différents secteurs (y compris celles travaillant sur d'autres initiatives mondiales en matière de santé, comme la Gavi, le Fonds mondial, FP2020, SUN et UHC2030).

- **Soutenir les coalitions de la SC et les plans d'action coordonnés** : les coalitions, les plates-formes ou les groupes de travail de la SC dans les pays du GFF doivent disposer d'un leadership fort, d'un mandat clair et de ressources leur permettant de mobiliser efficacement des adhérents divers et d'élaborer des plans d'action coordonnés et axés sur les résultats, qui soutiennent la mise en œuvre et la reddition des comptes du GFF.
- **Réduire la concurrence** : la concurrence entre les OSC pour obtenir des ressources et la reconnaissance, continue de constituer un défi qui limite le partage et la coordination des informations. En fin de compte, la SC est plus efficace pour influencer sur les dossiers d'investissement du GFF, les stratégies de financement de la santé, etc., et aura davantage de chances de disposer de ressources financières lorsqu'elle est coordonnée autour de priorités et d'approches communes.
- **Engager le dialogue avec les destinataires de l'information** : si la communication en ligne et les documents partagés avec et entre les pays se sont améliorés, il est nécessaire d'intensifier les contacts avec ceux qui reçoivent l'information, afin de s'assurer que les informations soient utilisées et partagées avec les autres partenaires de la SC, en particulier au niveau infranational.
- **Traduction** : le groupe de coordination de la SC et les autres partenaires, y compris le secrétariat du GFF, doivent faire davantage d'efforts pour que les ressources et les informations de la SC soient disponibles en français et dans d'autres langues.
- **Cartographier les ressources et les activités de la SC** : bien que quelques travaux de cartographie de la mobilisation de la SC dans les pays du GFF aient été réalisés à ce jour, une cartographie plus approfondie est nécessaire, en mettant tout particulièrement l'accent sur l'adéquation de l'assistance technique et des ressources disponibles aux besoins en capacités de la SC et aux lacunes en matière d'information dans les pays du GFF.

Entre la société civile, le gouvernement, le secrétariat du GFF et d'autres partenaires

Les participants à l'atelier ont également souligné que, bien que des améliorations aient été apportées dans de nombreux pays et entre les niveaux mondial et national, des défis persistent en matière d'accès de la SC à l'information, en temps opportun, à propos du processus et de la mise en œuvre du GFF (par exemple, les OSC sont invitées à des réunions les concernant, elles sont invitées à formuler des commentaires sur des documents en bénéficiant de suffisamment de temps, à comprendre quand ou comment s'engager dans le processus du GFF, avoir accès aux budgets et aux données sur les dépenses, etc.). Les principales priorités qui ont émergé sont les suivantes :

- **Agents de liaison nationaux** : dans tous les pays du GFF, des agents de liaison nationaux ont été embauchés par le secrétariat du GFF pour aider le gouvernement à créer une plate-forme nationale multipartite chargée de superviser la planification, la mise en œuvre et le suivi du GFF. Cela comprend une participation concrète et l'échange d'informations avec une diversité d'intervenants. La SC doit s'employer activement à établir des relations avec ces agents de liaison et en tirer parti pour soutenir des plates-formes multipartites efficaces et transparentes, ce qui garantira, à terme, de meilleurs résultats.
- **Représentants de la SC représentatifs et volontaires** : la représentation de la SC sur les plateformes multipartites nationales s'est également améliorée, mais il existe encore des pays

du GFF où les représentants de la SC sont choisis par le gouvernement, au lieu de donner aux membres de la SC la possibilité de choisir eux-mêmes leurs représentants.

- **Transparence de l'information** : les participants à l'atelier ont souligné que la transparence de l'information au niveau national relative aux processus du GFF, à la prise de décision et aux apports financiers constituait un défi permanent. La SC doit continuer à préconiser davantage de transparence et de disponibilité d'informations en temps opportun, ce qui est particulièrement important pour que la SC joue son rôle de reddition des comptes.
- **Tableaux de bord**: les tableaux de bord constituent un outil essentiel pour que les dirigeants nationaux et mondiaux du GFF rendent des comptes au regard de processus inclusifs et transparents, de communication efficace et de résultats. Les directives du tableau de bord du GFF de la SC doivent être utilisées et adaptées aux différents contextes nationaux ; les tableaux de bord doivent toujours être mis en œuvre de manière à encourager la collaboration et la validation avec les décideurs.
- **Harmonisation avec d'autres initiatives mondiales en matière de santé (GHI)** : le GFF offre une occasion unique de coordonner divers acteurs autour d'un dossier d'investissement commun mené par un pays, et il est largement admis qu'une telle harmonisation entre les principales GHI doit constituer une priorité. Cependant, il reste encore beaucoup à faire pour identifier exactement de quelle manière la société civile et les autres parties prenantes devraient harmoniser les efforts pertinents à travers l'alliance Gavi, le Fonds mondial, UHC2030, SUN, FP2020, etc. Les discussions et les recommandations doivent être hiérarchisées par les dirigeants des principales GHI, PMNCH et des groupes de la SC constituant les GHI.

2. Documentation des enseignements retenus, des défis et des résultats de la société civile

Les participants à l'atelier ont souligné l'importance pour la SC de documenter les leçons retenues, les difficultés et les contributions aux résultats obtenus. Il s'agit d'une lacune reconnue et d'un important domaine d'amélioration pour la SC travaillant sur le GFF à tous les niveaux - du niveau infranational au niveau mondial.

Les participants de la SC ont reconnu la nécessité de documenter leur propre travail en vue de le partager avec les OSC de nouveaux pays, ainsi qu'avec les gouvernements, les donateurs et le secrétariat du GFF. Documenter les réussites et les difficultés est essentiel pour que les OSC puissent apprendre les unes des autres et pour garantir que les enseignements tirés soient intégrés aux actions futures, dans les pays actuels et les nouveaux pays intégrant le GFF. Cela permettra également d'illustrer par des exemples, la valeur ajoutée que constitue l'engagement de la SC dans le GFF pour les gouvernements et les autres parties prenantes du GFF. En outre, partager les expériences, les enseignements et les contributions au GFF des organisations de la société civile à ce jour peut aider à obtenir un soutien et des ressources supplémentaires de la part des donateurs et du secrétariat du GFF.

3. Rôle de la société civile dans le financement de la santé : mobilisation des ressources nationales et reddition des comptes

Une focalisation particulière sur le rôle de la société civile dans le financement de la santé a émergé durant tout l'atelier, à travers le suivi du budget et la reddition des comptes, ainsi que la mobilisation des ressources nationales (DRM). Les participants ont discuté des problèmes persistants au niveau des pays concernant les frais d'utilisation et les dépenses directes pour la santé. Le GFF dispose d'un énorme

potentiel pour soutenir la mobilisation des ressources nationales, et résoudre ces obstacles financiers ; cependant, la société civile doit être impliquée et soutenue afin de réaliser ce potentiel. Pour progresser, la SC et les donateurs devraient donner la priorité aux domaines suivants :

- **Plaidoyer** : les OSC devraient s'attacher à renforcer leurs relations de travail avec les ministères des finances et les membres du parlement, qui ont une influence importante sur les décisions de financement dans le pays. Il est essentiel de plaider en faveur du retour sur investissement de la santé, car les pays ont de nombreuses priorités concurrentes.
- **Reddition de comptes / tableaux de bord** : en plus de plaider pour davantage de ressources nationales, la SC a la capacité d'assurer le suivi des affectations budgétaires nationales allouées à la santé, ainsi que le suivi des dépenses. Les OSC doivent s'assurer que les ressources budgétisées sont mises à disposition et utilisées conformément aux priorités nationales et infranationales et qu'elles atteignent les personnes les plus pauvres et les plus vulnérables. Les OSC devraient également veiller à ce que les réformes fiscales soient favorables aux personnes pauvres et reposent sur des principes d'équité. Les tableaux de bord peuvent être utilisés pour assurer le suivi et la reddition des comptes des décideurs du GFF.
- **Mobilisation de diverses OSC** : les plates-formes et coalitions d'OSC dans les pays du GFF doivent s'engager avec des OSC ayant une expérience de l'analyse budgétaire, du suivi des dépenses et du plaidoyer budgétaire, dans tous les secteurs. En outre, se conformer aux OSC de tous les secteurs autour de «demandes» de financement de la santé communes pour le gouvernement contribuera à renforcer les arguments et le plaidoyer collectif en faveur d'une augmentation de la mobilisation des ressources nationales (DRM).
- **Renforcement des capacités** : il est nécessaire de renforcer les capacités des OSC en matière de connaissances sur le financement de la santé. Bien que certaines OSC aient une expertise dans ce domaine, entre autres, la capacité de lire et d'interpréter les budgets et de plaider en faveur d'une augmentation des ressources nationales, notamment au niveau infranational, reste insuffisante.

4. Engagement des jeunes au sein du GFF

Le groupe des jeunes était représenté par 9 jeunes provenant de 8 pays. Ils ont défendu vigoureusement l'idée de renforcer l'engagement des jeunes au sein du GFF aux niveaux mondial et national, et ont souligné le rôle des jeunes en tant que professionnels et experts à part entière, avec des liens solides avec les communautés que le GFF vise à atteindre. L'engagement des jeunes constitue non seulement une opportunité, mais une nécessité, si le GFF et les pays veulent atteindre leurs objectifs. Les jeunes participants se sont fait entendre et ont été actifs tout au long des deux jours d'atelier. Ils se sont rencontrés en marge de l'atelier pour préciser leurs principales priorités en vue d'améliorer l'engagement des jeunes au sein du GFF, et notamment :

- **Représentation**: les jeunes devraient avoir deux sièges au sein du groupe des Investisseurs du GFF (GFF Investors Group) afin de s'assurer que leurs voix soient audibles et entendues au niveau de la direction du GFF ; il s'agit également d'un modèle important pour démontrer que la représentation des jeunes constitue une priorité que les pays devraient également adopter dans leurs plateformes nationales multipartites. Les jeunes doivent être consultés lors de l'élaboration de toutes les stratégies et documents pertinents du GFF, en particulier ceux qui concernent les adolescents et les jeunes, ainsi que la santé sexuelle et reproductive.
- **Attribution des ressources** : les sièges réservés aux jeunes au sein du groupe des investisseurs du GFF et du comité directeur de la SC devraient être professionnalisés et dotés de ressources

suffisantes afin que les représentants puissent consacrer suffisamment de temps à leurs fonctions. Les jeunes participants ont également demandé qu'au moins 30% du financement de la société civile soit alloué à des organisations et coalitions dirigées par des jeunes.

- **Coordination:** pour soutenir une cohérence et une coordination efficaces et de grande envergure des jeunes engagés dans le GFF, un «pôle jeunesse» du GFF devrait être créé. Ce pôle permettrait une meilleure communication et un plus grand partage d'informations entre les jeunes des pays du GFF. En même temps, il a été largement établi qu'il fallait éviter de mettre en place des structures parallèles ou faisant double emploi, et tout devrait être mis en œuvre pour s'appuyer sur les plates-formes existantes. Les jeunes devraient également être intégrés de manière significative et délibérée, dans toutes les plateformes de la société civile, notamment : dans le groupe de coordination de la SC (GCSC) et le comité de pilotage mondiaux de la SC, les groupes de travail du GCSC ainsi que les coalitions et les groupes de travail de la SC au niveau national. Un point focal représentant la jeunesse au sein du secrétariat du GFF contribuerait également à améliorer la coordination, le partage d'informations et la participation des jeunes au GFF.
- **Addendum à la stratégie du GFF sur l'engagement de la SC, portant sur les adolescents et les jeunes :** le projet d'addendum concernant les adolescents et les jeunes devra être finalisé, avec consultation et contribution d'un éventail d'organisations de jeunes, et d'organisations dirigées par des jeunes, et sera présenté au groupe des Investisseurs en avril 2019 pour approbation. La version finale devra être traduite, publiée et imprimée pour en faciliter la diffusion et l'utilisation.

5. Financement et soutien à la société civile : coordination, renforcement des capacités, action

Plusieurs mécanismes et structures ont été annoncés et / ou discutés pour fournir à la société civile dans les pays du GFF, des ressources, un soutien au renforcement des capacités et une assistance technique qui font cruellement défaut. Les actions clés et les priorités du groupe de coordination et du comité de pilotage mondiaux de la SC, ainsi que des trois groupes de travail du GCSC (reddition des comptes, financement de la santé, engagement et renforcement des capacités des pays) ont été discutées ; celles-ci sont résumées dans le paragraphe ci-dessous, intitulé «Actions prioritaires pour 2019».

Les questions et commentaires concernant les mécanismes de financement visaient essentiellement à garantir que : les différents mécanismes de mobilisation des ressources et les efforts des partenaires soient harmonisés et coordonnés, l'attribution de subventions ne soit pas déviée vers de plus grandes ONG internationales disposant de capacités accrues, et un soutien dédié à l'engagement des jeunes et aux organisations dirigées par des jeunes soit sécurisé.

Mécanisme du GFF pour les petites subventions, hébergé par MSH

- Le mécanisme pour l'octroi de petites subventions accordera des subventions pouvant atteindre 70 000 USD à la SC et aux coalitions de jeunes des pays du GFF afin de : renforcer les coalitions, renforcer les compétences techniques des membres de la coalition en matière de plaidoyer et de reddition des comptes, et mettre en œuvre des activités de plaidoyer et de redevabilité en appui au GFF, à l'initiative 'Chaque femme, chaque enfant' (EWEC) et aux objectifs nationaux.
- Un appel à propositions et une boîte à outils pour soutenir l'élaboration de propositions seront lancés dans les semaines à venir, par l'intermédiaire du groupe Google du GCSC et via d'autres canaux. Les OSC sont encouragées à commencer à s'organiser entre coalitions si elles sont intéressées par une demande de subvention. Cela implique de s'aligner sur une organisation

hôte pour demander un financement au nom de la coalition, si celle-ci n'est pas une entité autonome enregistrée (il n'est pas nécessaire qu'elle le soit), et élaborer un ensemble d'objectifs et d'activités communs de manière à orienter les travaux de la coalition.

Pôle d'assistance technique et d'engagement du GFF, hébergé par PAI

- Le centre d'assistance technique et d'engagement fournira un éventail de mécanismes de soutien, notamment :
 - Cartographie des activités, des besoins en matière de capacités, des compétences et des ressources disponibles de la SC, afin de mettre en adéquation les compétences et les ressources des partenaires par rapport aux besoins
 - Production de ressources et d'outils (tels que les études de cas, les exemples de plans d'action et les outils de plaidoyer, de mobilisation des ressources et de reddition des comptes)
 - Fournir de petites subventions pour soutenir le renforcement des capacités et les actions de la société civile ; la plupart des subventions seront probablement inférieures au mécanisme d'octroi de petites subventions du GFF
- Un appel d'offres sera émis dans les prochains mois (prévu pour début avril) ; les pays recevant des fonds via le mécanisme de petites subventions du GFF ne seront probablement pas admissibles pour des subventions centrales.

6. Plaidoyer aux niveaux national et mondial pour réaliser *“Le GFF que nous voulons”*

Les participants à l'atelier ont examiné le Communiqué de la société civile sur le GFF récemment élaboré, et ont discuté des points essentiels à retenir parmi les contributions des parties prenantes recueillies à ce jour dans le cadre de la campagne 'GFF We Want' (*“le GFF que nous voulons”*). Les discussions ont porté sur :

- Comment utiliser le communiqué de la SC pour le plaidoyer au niveau mondial et national, en particulier à travers l'utilisation du réapprovisionnement du GFF comme opportunité pour faire pression pour des améliorations continues du GFF
- Principaux moyens de rehausser les messages du Communiqué de la SC, notamment : profiter des opportunités de prise de parole lors des événements du 5 et 6 novembre à Oslo ; identifier les cibles- clés du plaidoyer (par exemple, les ministères de la santé et des finances, les donateurs, le secrétariat du GFF, le groupe d'investisseurs et le comité du fonds fiduciaire, les parlementaires, les partenaires du H6) ; et mobiliser des partenaires de soutien pour transmettre et diffuser les messages du communiqué de la SC (donateurs, communautés, jeunes, parlementaires, autres champions, par exemple).
- Utiliser le communiqué de la SC et la campagne 'GFF We Want' pour mieux regrouper nos efforts de plaidoyer collectifs tant sur les marchés des donateurs que dans les pays du GFF, en veillant à ce qu'au niveau national, les voix de la SC et les enseignements tirés soient toujours reflétés.

Mesures prioritaires pour 2019

Les éléments prioritaires ci-dessous décrivent les mesures et les attentes ciblées de la SC aux niveaux national, régional et mondial pour 2019. Ils ne représentent pas une liste exhaustive, mais mettent en évidence les priorités qui ont émergé des discussions de l'atelier.

Mesures nationales – clé pour 2019

- 1) **Renforcer les coalitions et les plates-formes nationales d'OSC** en appui au GFF, notamment en renforçant la coordination, le partage d'informations et l'engagement significatif des jeunes et des OSC d'autres secteurs
- 2) **Développer des plans d'action coordonnés de la SC** pour orienter les efforts harmonisés de la SC, en appui aux dossiers d'investissement nationaux et au plan de mise en œuvre du CSES
 - a. Identifier des mesures concrètes axées sur les résultats qui soutiendront le GFF et les objectifs nationaux, tels que : plaidoyer, reddition des comptes, mobilisation des ressources nationales, mobilisation de la communauté et expression de la demande
- 3) **Utiliser et adapter les directives relatives au tableau de bord du GFF pour la SC** afin d'élaborer et mettre en œuvre des tableaux de bord de reddition des comptes, adaptés aux différents contextes nationaux
- 4) **Documenter et partager les leçons tirées et les résultats de la SC** ; soutenir et encadrer la SC dans les nouveaux pays du GFF, et partager des études de cas avec des partenaires et des donateurs mondiaux
- 5) **Identifier les ressources pour soutenir la coordination et l'action de la SC** ; solliciter de petites subventions ainsi que le soutien de la plateforme, le cas échéant ; cartographier les ressources des partenaires existants et identifier d'autres sources de financement

Principales mesures à prendre au niveau régional et mondial pour 2019

Groupe de coordination et comité directeur de la SC

- 1) **Etablir des mécanismes coordonnés de communication du GCSC**, et notamment : mises à jour / bulletin d'information trimestriels, 4 à 6 webinaires, et partage d'outils et d'études de cas via le groupe Google et Google Drive, le tout en anglais et en français, ainsi que dans d'autres langues, dans la limite des ressources disponibles.
- 2) **Coordonner des activités ciblées de sensibilisation et de mentorat auprès des points focaux de la SC**, en particulier dans les nouveaux pays membres du GFF, en tirant parti des connaissances et de l'expertise des organisations de la société civile dans des pays bien établis du GFF
- 3) Soutenir une meilleure **communication entre les points focaux de la SC, les agents de liaison nationaux et les points focaux du secrétariat du GFF**.
- 4) **Soutenir les représentants du groupe des investisseurs de la SC** en identifiant et en synthétisant les priorités et besoins clés de la SC et des jeunes, et en soutenant la communication et le suivi réguliers avec les représentants du groupe des investisseurs du GFF.
- 5) Travailler avec les partenaires du GCSC pour **documenter et partager les leçons retenues, les défis et les résultats de la SC**.
- 6) **Soutenir l'engagement élargi des jeunes**, notamment par la finalisation de l'addendum à la stratégie de la SC pour l'engagement des adolescents et des jeunes (AY) et l'amélioration de la représentation, de la coordination et des ressources pour les jeunes (comme indiqué ci-dessus) ; tirer parti des plateformes existantes dans la mesure du possible

- 7) Explorer les opportunités pour **une meilleure harmonisation et coordination avec le secteur privé**, y compris l'identification des messages clés destinés au secteur privé et la documentation des enseignements tirés des partenariats public-privé.

Partenaires du GCSC

- 8) **Assurer la coordination et l'harmonisation des mécanismes de soutien et de ressources de la SC**
- 9) **Soutenir 3 groupes de travail du GCSC** en assurant une représentation diversifiée des pays du GFF et des jeunes. Les actions clés comprennent :
 - a. *Redevabilité* –finaliser et traduire les directives sur les tableaux de bord ; fournir un soutien aux partenaires qui mettent en œuvre les directives sur les tableaux de bord
 - b. *Renforcement des capacités et engagement des pays* –cartographier la capacité et les besoins, les lacunes, les compétences et les ressources de la SC en matière d'information ; coordonner le renforcement des capacités par les partenaires du GCSC et soutenir les échanges sud-sud
 - c. *Financement de la santé* – élaborer un document de synthèse de la société civile sur la mobilisation des ressources nationales (DRM) ; coordonner et partager les meilleures pratiques en matière de financement de la santé au niveau national et les efforts de réapprovisionnement des ressources du GFF axés sur les donateurs
- 10) **Utiliser la campagne 'GFF We Want'** pour continuer à mobiliser et à faire entendre la voix des parties prenantes, en particulier dans les pays du GFF, afin de mettre en évidence les succès du GFF à ce jour et plaider en faveur d'améliorations continues.

Annexe 1: Programme de l'atelier

JOUR 1

8:00 – 8:30	ARRIVÉE ET INSCRIPTION DES PARTICIPANTS
8:30 – 9:00	MOT DE BIENVENUE ET PRESENTATIONS: PRESENTATION DE NOUVEAUX REPRÉSENTANTS DU GROUPE D'INVESTISSEURS DES OSC, PRESENTATION DES PARTICIPANTS <i>Kjersti Koffeld, Redd Barna (Save the Children), Norvège</i> <i>Aminu Magashi Garba, Africa Health Budget Network (AHBN), représentant des organisations de la société civile du Groupe des Investisseurs du GFF, Nigéria</i>
9:00 - 9:15	APERÇU DES OBJECTIFS DE L'ATELIER ET DU PROGRAMME <i>Susannah Hurd, Global Health Visions coordinatrice par intérim du groupe de coordination de la société civile pour le GFF, organisée par PMNCH, États-Unis</i>
9:15 - 10:00	PRÉSENTATION ET DISCUSSION: ENGAGEMENT SIGNIFICATIF DE LA SOCIÉTÉ CIVILE AU SEIN DU GFF - QU'EST-CE QU'ONT OBTENUS LE GROUPE DE COORDINATION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE ET SES MEMBRES À CE JOUR? <i>Objectif: évaluer les principales réalisations et difficultés de la société civile à ce jour pour assurer sa participation significative au GFF et ses précieuses contributions aux résultats.</i> <i>Animé par Maty Dia, consultante indépendante et membre du comité directeur de la SC, Sénégal</i> <ul style="list-style-type: none">• Présentatrice: : <i>Susannah Hurd, GHV/CSCG, États Unis</i>
10:00 – 11:00	TABLE RONDE ET DISCUSSION: LE ROLE DE LA SOCIETE CIVILE DANS LA MOBILISATION DE FINANCEMENTS POUR LA SANTE <i>Objectif: Connaître et identifier les besoins et rôles clés de la société civile pour influencer et mobiliser des financements pour la santé, aux niveaux mondial et national</i> <i>Animé par Angela Mutunga, Jhpiego, représentante des OSC au sein du Groupe des Investisseurs du GFF, Kenya</i> <ul style="list-style-type: none">• Panélistes:<ul style="list-style-type: none">○ <i>James Sale, Save the Children, Royaume Uni</i>○ <i>Joyce Ng'ang'a, WACI Health, Kenya</i>○ <i>Aminu Garba, AHBN, Nigéria</i>
11:00 – 11:30	PAUSE CAFÉ / THÉ
11:30 – 12:30	TABLE RONDE ET DISCUSSION: SOUTENIR LA PARTICIPATION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE - COORDINATION ET APPRENTISSAGE MUTUEL ENTRE PAYS ET ENTRE NIVEAUX MONDIAL ET NATIONAL ; RESSOURCES POUR LES OSC

Objectif: comprendre les ressources actuelles, les outils et les structures disponibles pour soutenir l'engagement de la société civile et l'action liée au GFF ; et identifier les priorités pour le GCSC en 2019

Animé par Kadi Touré, PMNCH, Sénégal / Suisse

- Panélistes:
 - Susannah Hurd, GHV / CSCG, États- Unis
 - Ashley Latimer, PATH, États- Unis
 - Melissa Garcia, MSH, États- Unis
 - Suzanna Dennis, PAI, États- Unis

12:30 – 13:30 PAUSE DÉJEUNER

13:30 – 14:45

DISCUSSIONS EN PETITS GROUPES: LE ROLE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE DANS LE PLAIDOYER ET L'ÉTABLISSEMENT DE L'ORDRE DU JOUR DU GFF AU NIVEAU NATIONAL

Objectif: partager les expériences des pays en matière de plaidoyer pour la définition des priorités en matière de dossiers d'investissement et de stratégies de financement de la santé, et de quelle façon influencer les décisions relatives au financement / aux documents d'approbation de projets (DPAs), et examiner les dossiers d'investissement afin d'aider les gouvernements à modifier leurs priorités.

Animé par Suzanna Dennis, conseillère principale - Financement de la santé, PAI, États-Unis

- animateurs des tables rondes:
 - animateur (Francophone): Guy Bokongo, PATH, RDC
 - animateur (Francophone): Madeline Beebe, Muso, Mali
 - animateur : Victor Koroma, Health Alert (Alerte sanitaire), Sierra Léone
 - animateur : Joyce Kilipo Jarwalo, Public Health Initiative (Initiative pour la Santé Publique), Libéria
 - animateur : Maziko Matemba, Programme d'éducation à la santé et aux droits, Malawi
 - animateur : Nasir Khairzada, Care of Afghan Families (Soins aux familles afghanes), Afghanistan

14:45 – 15:15 PAUSE CAFÉ / THÉ

15:15 – 16:45 **DIVISION EN SOUS- GROUPES: S'ALIGNER SUR DES PRIORITÉS COMMUNES ET MESSAGES CLÉS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE (RÉAPPROVISIONNEMENT DU GFF ET AU-DELÀ)**

Objectif: discuter et convenir du texte final et des messages clés du communiqué de la société civile sur le GFF, et de la manière de l'utiliser dans le plaidoyer aux niveaux mondial et national

Animé par Betsy McCallon, White Ribbon Alliance, États-Unis et Aminu Magashi Garba, AHBN, Nigéria

- Présentratrice : Susannah Hurd, GHV / CSCG, États-Unis

16:45 – 17:00 RÉSUMÉ ET CLÔTURE

JOUR 2

8:30 – 8:45 RÉCAPITULATIF DE LA PREMIERE JOURNEE - APERÇU DU PROGRAMME DU JOUR ET ACCUEIL DU SECRÉTARIAT DU GFF ET DES REPRÉSENTANTS DU GROUPE DES INVESTISSEURS (IG)

8:45 – 10:15 PETIT DÉJEUNER AVEC LE SECRÉTARIAT DU GFF ET LES REPRÉSENTANTS DU GROUPE DES INVESTISSEURS – TABLE RONDE ET DISCUSSION: PROGRÈS DU GFF, RÉAPPROVISIONNEMENT ET PARTICIPATION DES OSC DANS LE GFF À CE JOUR

Objectif: Information, par le Secrétariat du GFF, concernant les progrès accomplis en matière de réapprovisionnement du GFF et de mise en œuvre dans les pays concernés, et partage des points de vue de la société civile et des donateurs sur la participation au GFF de la société civile et des jeunes.

Animé par Chris Armstrong, PLAN International Canada, suppléant du Groupe des Investisseurs du GFF des OSC

Panélistes:

- *Mariam Claeson, Secrétariat du GFF*
- *Monique Vledder, Secrétariat du GFF*
- *Angela Mutunga, Jhpiego, représentante du groupe des Investisseurs de la SC*
- *Amy Baker, Global Affairs Canada*

10:15 – 10:45 PAUSE CAFÉ / THÉ (PHOTO DE GROUPE)

10:45 – 12:00 PRÉSENTATION, TABLE RONDE ET DISCUSSION: LE RÔLE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE DANS LE SUIVI ET LA REDDITION DES COMPTES POUR LE GFF

Objectif: s'informer au sujet des difficultés rencontrées par les pays et des enseignements tirés de l'élaboration et de l'utilisation des tableaux de bord et de l'analyse budgétaire pour la reddition des comptes du GFF, et fournir des informations en retour sur les directives proposées par le groupe de travail sur la reddition des comptes.

Animé par Maty Dia, Consultante indépendante, Sénégal

- Présentateurs :

- Joyce Kyalo, E4A/Mamaye, Kenya et Xochitl Sanchez, RESULTS, États-Unis
- Panélistes :
 - Pauline Irungu, PATH, Kenya
 - Aminu Magashi Garba, AHBN, Nigéria
 - Peter Bujari, Health Promotion Tanzanie

12:00 – 13:00	<p>TABLE RONDE ET DISCUSSION : RENFORCER LA VOIX DES OSC LOCALES, DES JEUNES ET DES COMMUNAUTÉS AU SEIN DU GFF</p> <p><i>Objectif: Comprendre les enseignements tirés et les meilleures pratiques pour assurer une représentation significative de la société civile, des jeunes et des communautés dans le processus du GFF, et de quelle manière faire entendre ces voix contribue aux résultats.</i></p> <p><i>Animé par Maty Dia, consultante indépendante, Sénégal, et Christina Chilimba, Her Liberty Malawi et Malawi National Youth Network</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ● Panélistes : <ul style="list-style-type: none"> ○ Aminata Thoiye, IYAFP, Girl Generation, Sénégal ○ Fogue Foguito, Positive Generation, Cameroun ○ Esther Nasikye, World Vision, Ouganda
13:00 – 14:00	DÉJEUNER
14:00 – 15:00	<p>DIVISER LE REMUE-MENINGES RAPIDE DES GROUPES EN DEUX THÈMES CLÉS: LA MOBILISATION DES RESSOURCES POUR LES OSC ET LA PARTICIPATION DES JEUNES AU GFF</p> <p><i>Objectif: Stimuler des idées créatives pour générer des ressources pour les OSC, afin d'assurer que leur travail sur le GFF soit financé de manière durable ; examiner comment renforcer l'engagement des jeunes dans le GFF, en particulier au niveau national</i></p> <p><i>Animé par Maty Dia, consultante indépendante, Sénégal, et Susannah Hurd GHV/CSCG, États- Unis</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ● Brèves remarques <ul style="list-style-type: none"> ○ Moussa Mane, ASBEF, Sénégal ○ Kosi Izundu, EVA, Nigéria
15:00 – 15:30	<p>RÉCAPITULATION ET OBSERVATIONS FINALES</p> <p><i>Aminu Magashi Garba, AHBN, Nigéria et Moussa Mane, ASBEF Sénégal</i></p>
15:30 – 16:00	PAUSE CAFÉ / THÉ
16:00 – 17:00	<p>BRIEFING AVEC DES OSC SUPPLÉMENTAIRES : COMMUNIQUE DE LA SC ET PRIORITÉS COMMUNES DE LA SC POUR LE GFF</p>

Objectif: Rassembler d'autres représentants des organisations de la société civile à Oslo pour s'aligner sur des priorités et des messages communs, en particulier en ce qui concerne la conférence sur le financement de la santé et l'événement de réapprovisionnement du GFF ; passer en revue les résultats de l'atelier de la société civile, notamment le communiqué de la société civile sur le GFF, et en rendre compte.

Animé par Pauline Irungu, PATH, Kenya

- Panélistes
 - Angela Mutunga, Jhpiego, Kenya, représentante du groupe des Investisseurs de la SC
 - Alusine Bangura, Action for Youth and Children's Network, Sierra Léone
 - Xochitl Sanchez, RESULTS, États-Unis
 - Jean Sebastien Kouassi, ACF, France

17:30 – 19:00	RÉCEPTION AVEC LE GROUPE DES INVESTISSEURS DU GFF
---------------	--

Annexe 2: Liste des participants

Nom	Pays	Titre	Organisation	Email
Représentants du groupe des Investisseurs de la SC				
Dr. Aminu Magashi Garba	Nigeria	Fondateur et coordinateur	AHBN	aminu.magashi@africahbn.org
Ms. Angeline Ngina Mutunga	Kenya	Conseillère principale de programme	AFP/JHPIEGO	angeline.mutunga@jhpiego.org
Mr. Chris Armstrong	Canada	Directeur de la Santé	Plan Canada	CArmstrong@plancanada.ca
Mr. Patson Malisa (Jeunes)	Afrique du Sud	Vice- Président	Conseil économique, social et culturel de l'Union africaine / OAY	patson@oayouth.org
Points focaux nationaux des OSC financés par le GFF				
Dr. Juma Khan Nasir Khairzada	Afghanistan	Directeur du développement de l'organisation	Care of Afghan Families (CAF)	org.dev.director@gmail.com

Nom	Pays	Titre	Organisation	Email
Dr. Sadia Shabnam	Bangladesh	Directeur de Programme	BRAC	sadia.shabnam@brac.net
Mr. Boureihiman Ouedraogo	Burkina Faso	Directeur exécutif	Association Burkinabé pour le Bien-Être Familial (ABBEF)	abbef@fasonet.bf wed_brhm@yahoo.fr
Mr. Fogue Foguito	Cameroun	Directeur exécutif	Positive Generation	fogue.foguito@positive-generation.org
Dr. Davit Raminashvili	Cambodge	Membre du comité exécutif	SUN Civil Society Alliance au Cambodge; WVI	David_Raminashvili@wvi.org
Ms. Solange Kone	Côte D'Ivoire	Coordinatrice	FENOSCI (Fédération Nationale des Organisations de Santé de Côte d'Ivoire)	konesol@yahoo.fr
Mr. Dejene Getahun Adane	Éthiopie	Chargé de la recherche, du suivi et de l'évaluation	Consortium of Reproductive Health Associations (CORHA)	dejeneadane@gmail.com
Ms. Patricia Norimarna	Indonésie	Responsable du plaidoyer	Yayasan Sayangi Tunas Cilik – partenaire de Save the Children	Patricia.Norimarna@savethechildren.org
Ms. Kombo Rosemary Teresa Ayiera	Kenya	Président	Health NGOs Network (HENNET)	Rosemary.teresa@gmail.com director@hennet.or.ke
Ms. Joyce L. Kilikpo Jarwolo	Liberia	Fondateur et directeur exécutif	Public Health Initiative Liberia	joyce_kilikpo@yahoo.com
Ms. Faniry Hantaranivo	Madagascar	Responsable du plaidoyer	SUN Program Manager, Action Against Hunger	rddplaidoyer@mg-actioncontrelafaim.org
Mr. Maziko Hibson Matemba	Malawi	Directeur exécutif	MANASO	mazikomatemba@gmail.com
Ms. Madeleine Stuart Beebe	Mali	Cadre institutionnel responsable des partenariats	Muso	mbeebe@musohealth.org
Mr. Jorge Arnaldo Matine	Mozambique	Coordinateur des finances publiques	Centro de Integridade Pública,	jorge.matine@cipmoz.org

Nom	Pays	Titre	Organisation	Email
			PLASOC-M	
Dr. Sid Naing	Myanmar	Directeur de pays	Marie Stopes International - Myanmar (MSI)	sidnaing@mariestopes.org.mmsi dnaing@gmail.com
Dr. Idris Mohammad	Nigéria	Président du conseil d'administration	HEFRON, Health Sector Reform Coalition	drndakasha@yahoo.com
Mr. Venuste Muhamyankaka	Rwanda	Directeur exécutif	Federation of African Nutrition Societies (FANUS); Civil Society Network for SUN	mvenuste@sunalliancerwanda.org venustemu@gmail.com
Mr. Moussa Mane (incoming IG rep)	Sénégal	Directeur des Programmes	Association Sénégalaise pour le Bien-être familial (ASBEF)	moussamane28@yahoo.fr
Mr. Victor Lansana Koroma	Sierra Leone	Directeur	Health Alert	healthalerts1@gmail.com
Dr. Peter Simon Bujari	Tanzanie	Directeur exécutif	Health Promotion Tanzania (HDT)	ed@hdt.or.tz
Ms. Esther Agali Nasikye	Ouganda	Coordinateur des politiques et des campagnes	World Vision Uganda, RMNCAH coalition lead	Esther_Nasikye@wvi.org
Jeunes				
Ms. Massita Sanon	Burkina Faso	Ambassadeur de la jeunesse	FP CSO network	massitasanon@gmail.com
Mr. Desmond Nji Atanga	Cameroun	Fondateur	Deserve	njidesmond32@gmail.com
Ms. Christina Chilimba	Malawi	Champion de la jeunesse	Graça Machel Trust, Malawi National Youth Network	christinachilimba@yahoo.com
Ms. Kosi Izundu (nouveau suppléant GI, jeunesse)	Nigeria	Coordinateur des programmes, plaidoyer et politiques	Education as a Vaccine	izundukosi@gmail.com

Nom	Pays	Titre	Organisation	Email
Ms. Aminata Thioye	Sénégal	Coordinateur national	International Youth Alliance for Family Planning (IYAFP), The Girl Generation	beaminatabadianethioye@gmail.com
Mr. Alusine Bangura	Sierra Leone	Coordinateur national	Action for Youths and Children Network (AYCN)	info.aycn.sl@gmail.com
Mr. William Otuck	Tanzanie	Co- Fondateur, Directeur des coordinateurs nationaux	International Youth Alliance for Family Planning (IYAFP)	otuckwilliam@gmail.com
Ms. Tikhala Itaye	Malawi	Membre du conseil	PMNCH Adolescent and Youth constituency	tikhala89@yahoo.com
Autres représentants nationaux de la Société civile				
Ms. Celestin Compaore	Burkina Faso	Président	SOS Jeunesse et Defis	compaorecelestin@gmail.com, ccompaore@sosjd.org
Mr. Guy Bokongo Nkumu	RDC	Conseiller principal des politiques et du plaidoyer	PATH RDC	gbokongo@path.org
Mr. Abebe Kebede Woldegiorgis	Éthiopie	Directeur exécutif	Consortium of Reproductive Health Associations (CORHA)	abe_keb@yahoo.com
Ms. Joyce N'ganga	Kenya	Conseillère politique	WACI Health	joyce@wacihealth.org
Ms. Pauline Irungu (représentant entrant du GI)	Kenya	Responsable du plaidoyer et des politiques	PATH	pirungu@path.org
Ms. Joyce Kyalo	Kenya	Conseiller régional en matière de financement et promotion de la santé	E4A/Options	j.kyalo@evidence4action.net
Mr. Erick Tsetekani	Malawi	Directeur adjoint	MaiKhanda	e-tsetekani@maikhanda.org

Nom	Pays	Titre	Organisation	Email
Représentants mondiaux				
Ms. Susannah Hurd (facilitator)	États-Unis	Vice- Président	Global Health Visions	Susannah.hurd@ghvisions.com
Ms. Maty Dia (facilitator)	Sénégal	Consultant Indépendant	N/A	diamatyw@gmail.com
Ms. Kadi Toure	Sénégal	Agent Technique	PMNCH	tourek@who.int
Ms. Suzanna Dennis (incoming IG alternate)	États-Unis	Conseiller principal, Financement de la santé	PAI	sdennis@pai.org
Ms. Xochitl Sanchez	États-Unis	Conseiller principal, Financement du développement	RESULTS	xsanchez@action.org
Ms. Betsy McCallon	États-Unis	Président, groupe d'ONG; Direction Générale	PMNCH WRA	bmccallon@whiteribbonalliance.org
Ms. Kristy Kade	États-Unis	Directeur du plaidoyer et des programmes	WRA	kkade@whiteribbonalliance.org
Ms. Zoe Birchall	Royaume Uni	Responsable des politiques et du plaidoyer au niveau international	Girls Not Brides	Zoe.Birchall@girlsnotbrides.org
Ms. Ashley Latimer	États-Unis	Conseiller principal des politiques et du plaidoyer	PATH	alatimer@path.org
Ms. Kjersti Augland	Norvège	Conseiller principal	Sex Og Politikk, Norvège (IPPF)	kjersti@sexogpolitikk.no
Ms. Kjersti Koffeld	Norvège	Conseiller principal en plaidoyer	Redd Barna (Save the Children, Norvège)	kjersti.koffeld@reddbarna.no
Ms. Lisa Seidelmann	Allemagne	Défenseur du financement de la santé mondiale	Wemos	lisa.seidelmann@wemos.nl

Nom	Pays	Titre	Organisation	Email
Mr. James Sale	Royaume Uni	Responsable, financement de la santé	Save the Children Royaume Uni	J.Sale@savethechildren.org.uk
Mr. Christopher Twiss	Royaume Uni	Conseiller en politique de nutrition et en plaidoyer	Save the Children Royaume Uni	C.Twiss@savethechildren.org.uk
Ms. Mande Limbu	Tanzanie	Responsable du plaidoyer et de la participation de la société civile	FP2020	MLimbu@unfoundation.org
Mr. Jean-Sebastien Kouassi	France	Conseiller en plaidoyer	Action Against Hunger	jkouassi@actioncontrelafaim.org
Ms. Patricia Doherty	Royaume Uni	Conseiller technique	E4A-MamaYe	P.Doherty@options.co.uk
Ms. Raffaella Dattler	Royaume Uni	Conseiller en financement du développement	IPPF	RDattler@ippf.org
Ms. Melissa Garcia	États-Unis	Conseiller technique	MSH	GFFCSOgrants@msh.org
Ms. Susan Papp	États-Unis	Directeur général, politique et plaidoyer	Women Deliver	spapp@womendeliver.org
Ms. Nayantara Watsa	Kenya	Directeur général, développement commercial	Living Goods	nwatsa@livinggoods.org
Mr. Justin Loiseau	États-Unis	Responsable des partenariats stratégiques	Living Goods	jloiseau@livinggoods.org
Ms. Lisa Brodshaug	Norvège	Conseiller principal - Campagnes et plaidoyer	Redd Barna (Save the Children, Norway)	Lisa.Brodshaug@reddbarna.no
Observateurs				

Nom	Pays	Titre	Organisation	Email
Ms. Kaci Farrell	États-Unis	Chargé de programme, Politique et plaidoyer international	Bill & Melinda Gates Foundation	Kaci.Farrell@gatesfoundation.org
Ms. Julie Bernstein	États-Unis	Directeur adjoint, Politique et plaidoyer international	Bill & Melinda Gates Foundation	Julie.Bernstein@gatesfoundation.org
Ms. Katri Bertram	Allemagne	Expert, spécialisé en partenariats	GFF Secretariat	kbertram@worldbank.org

Annexe 3: 'Parking Lot' / Boîte à idées

Partagée avec le secrétariat du GFF

- Comment le GFF peut-il améliorer l'accès de la société civile aux points focaux du GFF de la Banque mondiale au niveau national?
- Besoin d'une discussion sur les plans d'expansion et sur l'approche multisectorielle - que faut-il faire différemment?
- Besoin de plus de documentation provenant d'un plus grand nombre de pays, montrant la valeur du GFF pour débloquer des ressources nationales du gouvernement et des ressources d'autres sources
- Financement des OSC à 0,025% du Fonds fiduciaire du GFF
- Il manque le changement climatique dans les priorités du fonds fiduciaire du GFF
- Faisons du Tableau de bord des OSC un indicateur obligatoire lié aux décaissements (DLI) pour chaque pays

Partagée avec MSH (hôte du mécanisme de petites subventions)

- En ce qui concerne les critères applicables aux petites subventions, l'un des critères d'éligibilité devrait effectivement garantir que les OSC se réunissent et choisissent un représentant pour obtenir la subvention et travailler avec elles ; sans quoi, les OSC seront toujours en compétition

Partagée avec PAI (hôte du centre d'assistance technique- TA)

- Comment chacun peut-il contribuer à la cartographie des activités dans les pays et à la maintenir à jour? Comment utiliserez-vous ces éléments dans vos activités?
- Il est nécessaire que nous disposions d'une cartographie des OSC pour une meilleure inclusion.
- Dans chaque pays, la Coalition de la SC devrait réaliser une cartographie pour montrer de quelle manière les jeunes membres représentent leurs groupes. Comment sont-ils connectés?

GCSC, comité directeur et partenaires

- Il est nécessaire que nous disposions d'un Document d'orientation des OSC sur la mobilisation des ressources nationales (DRM)
- Les OSC doivent améliorer l'expression de la demande. Nous savons très bien que «ce qui n'est pas demandé n'est pas priorisé»
- L'approche centrée sur le partenaire a très bien fonctionné grâce au PMNCH. C'est une approche que les pays devraient adopter.
- Message du secteur privé : partager les enseignements tirés pour améliorer l'efficacité avec les gouvernements de la RMNCAH, afin d'assurer une meilleure information quant aux processus publics et aux résultats en matière de santé. Se concentrer sur le volume de produits pour RMNCAH + N avec un bénéfice raisonnable par opposition à des bénéfices prohibitifs élevés

Annexe 4: Q & R avec le secrétariat du GFF et les représentants du groupe des investisseurs

1. **Commentaire:** Le financement des OSC doit être amélioré. Le processus actuel de petites subventions a connu plusieurs défis.
 - a. Un mécanisme formel, correctement gouverné et indépendant et, financé de manière adéquate est nécessaire
Réponses :
Angela : Cela devrait provenir d'une source durable que les membres du Groupe des Investisseurs du GFF mobiliseront ou devrait être un pourcentage à extirper des ressources du Fonds Fiduciaire.
 - b. Parallèlement aux dossiers d'investissement, les dossiers d'investissement de la SC devraient être commandés et soumis au mécanisme du GFF et des OSC. Pourquoi ? Parce que la SC peut fournir des informations détaillées et la meilleure redevabilité que l'argent puisse acheter ; cela est nécessaire au succès du GFF et permettra de considérer les intérêts de tout le monde.
2. **Question :** D'autres plateformes (notamment le Fonds Mondial) ont eu du mal à réduire leurs dépenses au niveau national. Est-ce que cela devient un problème pour le GFF ? Comment le GFF prévient-il/contrecarre-t-il ce risque ?

Réponses :

Le Secrétariat du GFF : le financement des subventions du Fonds Fiduciaire du GFF est directement lié au financement de projets de la Banque Mondiale (IDA/BIRD) et bénéficie donc de la supervision fiduciaire habituelle (achats, gestion financière) qui accompagne tous les projets financés par la Banque Mondiale. Au niveau national, une fois l'approbation de la Banque Mondiale obtenue, les gouvernements nationaux procèdent à leurs propres revues nationales, qui incluent souvent l'obtention des autorisations des parlements nationaux. Outre le fait que le document de projet de la Banque est une exigence légale nationale, cette étape aide à susciter et à maintenir l'engagement du gouvernement national à financer des programmes qui améliorent la survie et la qualité de vie des femmes et des enfants, en particulier la santé Reproductive, de la Mère, du Nouveau-né, de l'Enfant, de l'Adolescent et, de Nutrition (SRMNEA-N). La grande majorité des projets cofinancés par le fonds fiduciaire du GFF sont conçus pour être mis en œuvre à travers des approches basées sur les résultats, telles que relier les décaissements à la réalisation des résultats, les Indicateurs Liés aux

Décaissements. En plus de mettre l'accent sur les résultats, ces approches ont tendance à décaisser plus rapidement. Le financement basé sur les résultats des services dans les formations sanitaires et les communautés garantit également que les fonds sont versés directement aux premières lignes, aux comptes bancaires détenus par les formations sanitaires, évitant ainsi les retards dus aux systèmes de gestion financière nationaux inefficaces.

Angela : Ce problème existait déjà avant le GFF dans de nombreux pays. Les fonds retournent finalement dans les trésors des pays pour la plupart des ministères de la santé et cela, en raison du faible taux d'utilisation. Une partie de la redevabilité des OSC devrait être autonomisée et financée pour s'acquitter efficacement de leurs tâches et, assurer le suivi des performances fiduciaires par rapport aux résultats afin d'aider les gouvernements à résoudre les goulots d'étranglement bien informés. Il s'agit en un sens d'empêcher les fonds du GFF de continuer à souffrir des mêmes problèmes. Le Groupe des Investisseurs du GFF doit exiger des résultats différents s'ils attendent des résultats différents de ceux des pays en matière d'efficacité financière. Les pays doivent être obligés de partager des informations pour faciliter le suivi. Non dans le but de faire honte à qui que ce soit, mais pour qu'un suivi approprié puisse aider à identifier et à corriger les inefficacités fiduciaires qui, à coup sûr, humilieront tous ceux qui obtiennent des résultats médiocres, d'où un impact 2030 à venir.

3. **Commentaire** pour Mariam/Monique : le Secrétariat du GFF doit renforcer le partenariat entre les parties prenantes (Gouvernement, donateurs et organisations de la société civile) en sensibilisant au sujet du GFF.

Réponses : aucun fourni

4. **Question :** Pour Mariam/Monique : Pensez-vous qu'il est opportun d'étendre la mise en œuvre du GFF de 27 à 50 pays sans avoir de S & E en profondeur dans les pays où le GFF est mis en œuvre?

Réponses :

Secrétariat du GFF : Le GFF dispose d'un cadre de résultats global qui prend en compte l'augmentation potentielle du financement de SRMNEA-N/SSP par le biais des ressources nationales, l'alignement du cofinancement, l'engagement du secteur privé et la disponibilité des fonds de l'IDA/BIRD, ainsi que la couverture des interventions dans les secteurs de la santé des droits sexuels et reproductifs (SDSR), de la santé de la mère et de l'enfant, de l'adolescent et, de nutrition. Le GFF suit également de près le succès ou les lacunes dans la mise en œuvre du processus du GFF tel que défini par les nouvelles directives de mise en œuvre du GFF. Le processus a été partagé dans le dernier rapport annuel (2017-2018). Le GFF vise à saisir la dynamique du dossier d'investissement de chaque pays, dans lequel le pays définit ses propres priorités et en assure le financement. Les dossiers d'investissement spécifiques à un pays et les cadres de résultats correspondants se concentrent sur les domaines de SRMNEA-N et des SSP (y compris la couverture des interventions fondées sur des preuves et le renforcement des systèmes), ainsi que sur les réformes du financement de la santé. Le GFF aide les pays à s'assurer que ces cadres de résultats sont adaptés et correspondent aux théories énoncées du changement du scénario d'investissement, sont réalisables, lorsque des données sont disponibles, de qualité et sont utilisés à différents niveaux du système de soins de santé, surtout dans la plateforme nationale. Le travail de base pour ces cadres de résultats a été défini et partagé avec les pays, les 11 nouveaux pays au Ghana, ainsi que des orientations supplémentaires pour 7 des 16 pays initiaux et cela, au cours du dernier atelier en Tanzanie. Notre objectif est de partager les données annuelles avec le GFF afin de pouvoir suivre les tendances pour chaque pays sur la base de leur cadre de développement des résultats (tel

qu'indiqué dans les profils de pays du rapport annuel 2018), après au moins un an de mise en œuvre dans chaque pays. Celles-ci seront présentées dans notre rapport annuel, ainsi que sur le site Web du GFF.

5. **Question :** L'Indonésie est nouvelle dans le GFF. Les coalitions d'OSC actuelles axées sur la santé (coalition SMNE & SUN) devront renforcer leurs capacités en matière d'analyse budgétaire et de plaidoyer. Avez-vous des expériences d'autres pays sur la manière dont les OSC coordonnent leurs activités avec le secteur privé au sein du GFF ? Pour l'engagement du secteur privé dans le cadre de la plateforme multipartite du GFF, comment faire en sorte que des efforts soient déployés pour éviter les conflits d'intérêts potentiels ?

Réponses :

Angela : Le CSCG devrait partager avec l'équipe d'Indonésie les résultats des OSC sur cette question afin qu'ils sachent que c'est l'un des maillons les plus faibles de l'architecture du GFF.

- a) Ils devraient solliciter une subvention du mécanisme de petites subventions pour faire face à certaines des opportunités d'engagement qui sont très opportunes dans ce contexte.
- b) Assurer la liaison avec PAI sur le renforcement des capacités pour exprimer son intérêt et demander à être priorisé.
- c) Tenir compte du fait que les gouvernements n'ont pas été très ouverts à l'inclusion et au partage d'informations avec la communauté des OSC. Ils ont besoin de solides réseaux et de la volonté forte du gouvernement. Besoin d'être très clair sur leur valeur ajoutée. Il faut éviter de se battre contre le gouvernement mais faire tout ce qui est en son pouvoir pour aider le gouvernement à réussir, même lorsque des questions difficiles doivent être posées.
- d) Encourager les OSC des anciens pays membres du GFF à documenter des études de cas au cours des prochains mois afin d'élargir leur offre de ressources à la communauté des OSC dans les nouveaux pays.

Le Secrétariat du GFF : Au niveau national, nous avons constaté que les OSC et le secteur privé coordonnaient leurs activités de deux manières différentes : 1) par le biais de réseaux et d'associations nationaux réunissant un large éventail de prestataires de services et de produits de santé issus d'ONG à but lucratif ou non lucratif. Ces associations/réseaux constituent un groupe d'intérêts pour les entreprises et les différents types de secteur privé et ONG qui se rencontrent pour dialoguer avec le gouvernement dans des domaines spécifiques. Ces réseaux peuvent être vastes ou se concentrer sur un domaine thématique (par exemple, la nutrition). 2) la seconde passe par les plateformes nationales du GFF, qui rassemblent les OSC et le secteur privé. Nous avons constaté que la représentation et l'engagement du secteur privé sur ces plateformes sont souvent plus forts là où les associations et les réseaux fonctionnent bien, sinon le secteur privé peut être trop fragmenté pour un dialogue efficace autour de priorités communes. Certains pays créent également des sous-groupes au sein de leurs plateformes nationales afin de se concentrer sur divers domaines du Dossier d'Investissement, notamment un groupe de travail du secteur privé dirigé par le Ministère de la Santé et chargé de définir les contributions du secteur privé et de structurer les initiatives. Les OSC peuvent jouer un rôle important en matière de redevabilité (Par ex., survie des fiches de résultats, plaidoyer budgétaire) au sein de ces groupes, comme dans la plateforme nationale plus large. Dans certains pays du GFF qui se concentrent sur la nutrition et où existe une plateforme des OSC et du secteur privé de SUN (Scaling Up Nutrition), la politique existante sur les principes d'engagement pour la gestion des conflits d'intérêts peut être utilisée.

6. **Question :** Pour les nouveaux représentants du GI, quel soutien direct est disponible pour le représentant des jeunes ? Pouvons-nous avoir un agent de contact direct pour travailler directement avec les jeunes et être un agent de liaison ?

Réponses :

Angela : Le représentant des jeunes du GFF auprès du GI fait partie de l'OSC représentant le GI. Tous les représentants du GI travaillent en équipe. Le secrétariat du GFF a toujours soutenu les représentants du GI aussi longtemps qu'ils planifient bien et communiquent leurs besoins avec le point focal du secrétariat des OSC à temps.

Aucun salaire ni frais de fonctionnement locaux ne sont payés à tous les représentants. Les élections à ce poste sont toujours basées sur le fait que leur organisation soutient leur candidature et s'engage à soutenir la personne et à lui laisser le temps de jouer ce rôle - synergie et mise à profit.

7. **Question :** Pour le Secrétariat du GFF : le plan d'expansion appelle à se concentrer davantage sur les approches multisectorielles - ce qui a des implications pour les plateformes nationales et les ministères en expansion ainsi que les OSC. Comment est-ce prévu ?

Réponses :

Le Secrétariat du GFF : En tant que modèle piloté par les pays qui commence par mettre l'accent sur les résultats pour la santé et la nutrition, puis identifie les facteurs déterminants de ces résultats au-delà des secteurs de la santé, une approche multisectorielle fait partie du modèle du GFF depuis sa création mais on peut faire davantage et le programme sur le capital humain offre l'occasion de renforcer l'investissement intersectoriel dans les domaines de la santé et de la nutrition. La nutrition, l'éducation, la protection sociale, l'eau et l'assainissement, par exemple, se sont révélés être des facteurs essentiels de résultats pour la santé dans un certain nombre de pays et ont été pris en charge par le financement du GFF et cela, de manière multisectorielle. Le GFF s'emploie également à renforcer le financement de la santé, y compris la mobilisation des ressources nationales, et la gestion publique. Cela nécessite un engagement de tous les ministères et un travail au niveau macroéconomique. En 2019, le Secrétariat du GFF a pour objectif de renforcer l'engagement des OSC au niveau national et cela, en étroite coordination avec le Groupe de Travail sur le GFF des OSC et le PSMNE. Cela inclura un soutien initial pour le travail de coalition par le biais du mécanisme de petites subventions. Dans le cadre de ce processus, le GFF évaluera également la manière dont il peut renforcer et rassembler les connaissances et les compétences acquises à travers des plateformes existantes et, renforcer la capacité des OSC (y compris le financement) au niveau national.

Angela : La note d'orientation nationale récemment publiée constitue un grand pas en avant vers une communication plus forte de ce document avec le pays. Les défenseurs des OSC doivent savoir que ce défi nécessite beaucoup de pression au niveau national. Et la documentation des expériences afin que le GI du GFF et le secrétariat soient informés et invités à faire davantage en tant qu'acteurs nécessaires pour faire face à cette situation.

8. **Question :** Pour le Secrétariat du GFF existe-t-il une possibilité de ralentir l'expansion et de garantir les enseignements tirés ?

Réponses :

Le Secrétariat du GFF : Le Plan d'Expansion du GFF explique comment le GFF entend s'étendre à 50 pays d'ici à 2023 et cela, en s'inspirant des enseignements de la première série de pays; le GFF apprend et prend constamment des mesures correctives dans les pays. 11 nouveaux pays devraient intégrer en 2019, 12 en 2020 et les 27 pays actuels continueront de recevoir le soutien du GFF.

L'expansion s'appuie sur les enseignements tirés à la fois des quatre pays pionniers et des 16 premiers pays ayant bénéficié de l'appui du GFF, ainsi que des nombreuses rétroactions fournies par les partenaires aux niveaux national et mondial, notamment une évaluation menée dans la perspective du Réapprovisionnement du GFF.

9. **Question** Pour Amy : Outre la modélisation du Comité du Groupe des Investisseurs/Fonds Fiduciaires au niveau mondial, pouvez-vous travailler avec vos homologues nationaux (missions/ambassades canadiennes) pour promouvoir et surveiller la mise en œuvre des normes minimales (jointes à la note d'orientation de la plateforme nationale)

Réponses:

Amy Baker/Canada:

- Les normes minimales pour les plateformes nationales se concentrent sur l'importance de l'inclusion et de la transparence.
- Les missions et les ambassades du Canada dans les pays du GFF s'emploient à faire en sorte que la plateforme nationale soit aussi inclusive et transparente que possible.
- Dans certains contextes, il a existé un manque de compréhension quant à l'inclusion de la plateforme nationale. Nous avons reçu des rapports et des questions de nos missions dans certains pays et lorsque nous leur avons précisé qui devait siéger autour de la table, ils avaient prévu de demander à ces gouvernements d'inviter également les acteurs qui n'avaient pas participé jusqu'à présent.
- Notre réseau de missions et d'ambassades peut également contribuer à jouer un rôle important en matière de transparence. En tant que donateur à la plateforme nationale dans de nombreux pays du GFF, nous voulons nous assurer que ces processus sont aussi inclusifs et transparents que possible.

10. **Question** : Dans l'intérêt du renforcement des systèmes de santé et également en ce qui concerne l'indice sur le capital humain récemment lancé, l'investissement dans les salaires des agents de santé pourrait-il être un pas en avant, et surtout un sujet à débattre avec les autres 2 G ?

Réponses :

Angela : Différents pays rencontrent des défis de travail de santé différents. Pour aider à organiser une bonne discussion avec le Groupe des Investisseurs du GFF, il peut être nécessaire que les OSC examinent leurs dossiers d'investissement spécifiques afin de rassembler des éléments de preuve et cela, en adoptant une position et un document de discussion pilotés par l'OSC.

Le Secrétariat du GFF : Des incitations suffisantes pour les agents de santé communautaires et la professionnalisation des agents de santé bénévoles sont essentielles pour un système efficace de prestation de services de santé de première ligne. Les preuves suggèrent que les ASC réussissent mieux lorsqu'ils sont compensés par des incitations financières, en particulier à un taux compétitif par rapport au marché respectif. Cependant, les incitations liées à la performance doivent être gérées avec soin pour assurer un financement durable et éviter les distorsions de comportement de manière non intentionnelle et indésirable. Pour un financement durable, il est important d'augmenter le financement national (et de trouver des sources de financement différentes) et d'améliorer l'efficacité du financement externe. Il est également nécessaire de renforcer la capacité du gouvernement à utiliser des systèmes de qualité qui suivent les effets du système d'incitations sur le comportement des agents de santé, permettant ainsi de modifier rapidement les structures de formation, de supervision et d'incitation, selon les besoins. Le dialogue avec Gavi et le Fonds

Mondial est important pour la coordination des programmes et du financement et pour assurer l'intégration avec le système de santé publique et communautaire.

11. **Commentaire** : En termes clairs, nous avons besoin de financements pour que les organisations de jeunesse, en particulier communautaires et infranationales, puissent renforcer les capacités des adolescents et des jeunes en matière de redevabilité.

Réponses : *aucun fourni*